

DELIBERATION N° 2020-38

SEANCE DU CONSEIL ACADEMIQUE

**DE L'ETABLISSEMENT EXPERIMENTAL
UNIVERSITE COTE D'AZUR**

DU 20 OCTOBRE 2020

Objet : Bonus Sport

LE CONSEIL ACADEMIQUE DE L'ETABLISSEMENT EXPERIMENTAL UNIVERSITE CÔTE D'AZUR

Vu le code de l'éducation,

Vu l'ordonnance n°2018-1131 du 12 décembre 2018 relative à l'expérimentation de nouvelles formes de rapprochement, de regroupement ou de fusion des établissements d'enseignement supérieur et de recherche,

Vu le décret n°2019-785 du 25 juillet 2019 portant création d'Université Côte d'Azur et approbation de ses statuts, notamment ses articles 45 et 47,

Vu le règlement intérieur d'Université Côte d'Azur,

Vu la délibération n°2020-01 du Conseil d'Administration d'Université Côte d'Azur en date du 09 janvier 2020 portant élection de M. Jeanick BRISSWALTER en qualité de Président de l'établissement expérimental Université Côte d'Azur,

Vu la délibération n° 2020-03 du Conseil d'Administration désignant M. Noël DIMARCO en qualité de Vice-Président chargé de la Recherche et de l'Innovation

Vu la délibération n° 2020-05 du Conseil d'Administration d'Université Côte d'Azur désignant M. Stéphane AZOULAY en qualité de Vice-Président chargé de la Formation

Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Adopte la proposition de reconduction d'un bonus sport permettant l'ajout de 0,20 points à la moyenne semestrielle selon les modalités déjà en place est approuvée à l'unanimité avec 51 voix.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages valablement exprimés.

Membres en exercice : 79

Quorum : 41

Membres présents et représentés : 51

Votants : 51

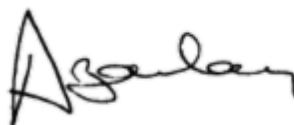
Abstentions : 0

Voix favorables : 51

Voix contre : 0

Fait à Nice, le 20 octobre 2020

**Pour le Président et par délégation,
le Vice Président Formation**



CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2020-38

PUBLIE SUR LE SITE INTERNET D'UCA LE : 26/10/2020

TRANSMISE AU RECTEUR LE : 26/10/2020

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

En application de l'article R. 421-1 du Code de Justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.